URC union pour la reconstruction communiste

LE MANIFESTE

Bulletin n°30 - juillet- aout - septembre 2025 - 1 €

« Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté. » Antonio GRAMSCI

ÉDITO : La rentrée de tous les possibles

Les interventions officielles de M. Bayrou, au nom du gouvernement constituent une véritable déclaration de guerre à l'encontre du monde du travail. D'interviews en prestation tragico-comiques à la mode youtubeur, quelle que soit la forme, l'objectif est de répondre aux injonctions des USA des 3,5% du PIB pour alimenter l'OTAN et d'attaquer l'ensemble des conquis sociaux imposés de haute lutte aux patrons et aux banquiers. Ainsi, il augmente le budget militaire de 3,5 milliards d'euros en 2026 et de 3 milliards d'euros en 2027. Et pour financer tout ça, il impose un plan d'austérité de 43,8 milliards d'euros pour 2026, autrement dit une attaque généralisée des Services publics, de la Sécurité sociale et des droits des travailleurs.

À cela s'ajoute l'objectif de retirer 4 milliards par an à l'assurance chômage. Ces annonces ont de quoi faire bondir, d'autant qu'elles interviennent dans un monde où la guerre sévit dans 60 pays avec, au premier plan de l'actualité, le génocide commis par l'état d'Israël sans que cela ne provoque la moindre sanction de la part de nos « démocraties ».

Si ces annonces sont de nature à soulever un tollé, force est de constater que cela n'a pas provoqué dans l'ensemble des forces de progrès, tant politiques que syndicales, un raz-de-marée de protestations, d'appels à investir la rue ou à bloquer quoi que ce soit. Il y a bien une pétition proposée par l'intersyndicale associée à une initiative programmée le 9 octobre, initiative qui parait très loin des enjeux et inapte à stopper la machine infernale. Pas étonnant dans ces conditions que, la nature ayant horreur du vide, la date du 10 septembre arrive sur les réseaux sociaux — mais pas que comme une resucée du mouvement des Gilets Jaunes.

À noter cependant que si pour l'instant il n'y a pas d'appel confédéral syndical pour cette date (hormis celui de FO dont au sujet duquel on peut avoir quelques réserves) ***on voit, à côté de ce mouvement qui avance parfois masqué, parfois avec des objectifs clairement anti-syndicaux, des organisations, de la CGT notamment, qui se positionnent pour partir en action dès le début septembre :*** *l'Énergie CGT le 2, la CGT 59 et la fédération des industries chimiques le 10.*

[suite p. 2 =>]

SOMMAIRE

p.1-2 : *Édito*
p. 3 : *France - Oui, l'islamophobie existe !*
p. 4-5 : *Euthanasie : des soins pour les riches, la mort pour les pauvres - l'offensive libérale contre notre classe*
p. 6-7: *Réindustrialisation et développement de l'industrie militaire : quelques mises au point*
p. 8-9 : *Construire l'organisation*
p. 10-11 : *Échos des luttes / L'URC en région*
p. 12 : *Accord UE-USA / Migrants vénézuéliens : business international de « la sécurité migratoire »*
p. 13 : *Georges Abdallah est libre ! Nous avons forcé la justice bourgeoise à se rendre*
p. 14-15 : *Face au sionisme, cette idéologie raciste, impérialiste et fasciste, une seule voie : la résistance*
p. 16 : *À voir / à lire*

L'**ANC** et le **RC** ont fusionné depuis novembre 2024, pour créer l'**URC**
(Union pour la Reconstruction Communiste)

ÉDITO

À l'heure où sont écrites ces lignes, nul ne sait ce qui se passera le 10 septembre, mais il est clair que ***face à cette stratégie du rouleau compresseur de l'oligarchie capitaliste, il nous faut un mouvement de résistance à la hauteur de la situation. Rien ne serait plus terrible que la résignation.***

De ce point de vue les foyers de résistance existent en France : l'Énergie Paris contre la fermeture de sites, les refus renouvelés depuis plusieurs mois des portuaires de chargement des armes, la lutte tenace des travailleurs de la centrale de Gardanne, la bataille contre la loi Duplomb, les luttes locales moins connues mais qui pourtant persistent cet été, montrent la voie. Elles sont dans le sillage de l'extraordinaire résistance de Georges Ibrahim Abdallah que 41 ans de prison n'ont pas fait plier.

Plus largement, elles s'inscrivent dans ces résistances qui se manifestent dans de multiples endroits du monde contre la logique du capital et nous appellent à lutter, là où on est, contre nos dirigeants, notre impérialisme. Manifestation monstre au Japon en soutien à la Palestine, mouvement massif des syndicats et partis communistes en Inde contre le projet IMEC (corridor économique Inde-Moyen-Orient-(Israël-Europe) concurrent aux routes chinoises) au point que celui-ci est suspendu, action des peuples d'Afrique pour retrouver leur souveraineté, ténacité encore du peuple kanak qui refuse sa colonisation…

Dès la rentrée, ***l'URC se tiendra à la disposition de toutes celles et ceux qui veulent lutter contre les choix de ce capitalisme destructeur et guerrier.*** *Nous serons de toutes les mobilisations porteuses d'exigence de progrès dans les formes que décideront les gens, qu'il s'agisse des jeunes des quartiers populaires, des travailleuses et travailleurs des usines et des chantiers, de celles et ceux des services, des hommes et des femmes à la retraite, de tous les discriminés et opprimés. Nous agirons, porteurs de nos propositions d'autres choix, en rappelant par exemple que le budget militaire déjà voté représente au choix : 6500 canadairs, 1370 hôpitaux, 15 000 lycées…*

Nous serons de toutes les mobilisations *en ayant comme seule arme notre force de conviction, nos pétitions à la main et la perspective de la* ***manifestation nationale du 11 novembre pour dire OUI à la paix, NON à l'économie de guerre.***

À toutes celles et ceux qui veulent se battre et s'organiser, nous proposerons de construire avec nous, grâce à l'outil qu'est l'URC, le Parti révolutionnaire dont le peuple a besoin, pour la paix, la justice et l'appropriation collective des richesses que nous produisons.

Charles Hoareau, le 04 août 2025

Le cycle de formation de l'URC - Cercle Manouchian fait sa rentrée !

Depuis deux ans, les cercles de formation au marxisme de l'ex-ANC et de l'ex-RC se sont unis pour construire une formation collective au marxisme-léninisme à vocation nationale. Après deux cycles très réussis en IDF, à Marseille, à Lille et à Strasbourg – qui nous ont permis de former plus d'une centaine de militants par an, venus de tous les horizons et de toutes les luttes populaires — l'aventure continue en 2025-2026, complétée par une nouvelle séance sur le fascisme. **Inscrivez-vous !**

Contacts
Paris : cercle.manouchian.paris@gmail.com
Marseille : cm13@cerclemanouchian.org
Lille : urc-nord@communistesdefrance.fr
Strasbourg : coursml.alsace@popaction.fr

J'adhère à l'URC en renvoyant ce formulaire ou en flashant le qr code

Nom - Prénom :

Courriel :

Numéro de téléphone :

☐ Je souhaite adhérer

☐ Je souhaite simplement prendre contact

Bulletin à renvoyer à :
Union pour la reconstruction communiste (URC), BP 40137, 75863 PARIS CEDEX 18

FRANCE

OUI, L'ISLAMOPHOBIE EXISTE !

C'EST L'ARME D'UN ÉTAT BOURGEOIS QUI NOUS MET TOUS EN JOUE !

Des femmes voilées agressées dans la rue, des syndicalistes et des députés antisionistes poursuivis, une manifestation nazie escortée par la police de Retailleau, pendant qu'on insulte à la télé tous ceux qui osent critiquer Israël. Des mosquées profanées. Des milices identitaires. Des décennies de lois liberticides. Un « rapport sur les Frères Musulmans » le 23 mai, commandé par l'État pour nourrir le mythe de l'anti-France. Une presse satirique semblable au « Je suis partout » d'avant-guerre.

Tel est le contexte dans lequel deux crimes islamophobes viennent d'endeuiller le pays. Crimes odieusement méprisés par le gouvernement.
Nous rendons hommage à Aboubakar Cissé, assassiné par un fasciste le 25 avril. Nous rendons hommage à Hichem Miraoui, assassiné par un fasciste le 31 mai.

Ce que nous dénonçons depuis des décennies comme une arme de division massive est devenu, malheureusement, indiscutable.
Les mots conduisent aux crimes. La propagande d'État tue. L'État bourgeois lâche ses chiens contre les citoyens musulmans, mais aussi contre les organisations politiques et syndicales qui ont le courage d'appeler un chat un chat : un crime raciste permis par l'islamophobie d'État. On harcèle les « islamogauchistes », comme on poursuivait les « judéo-bolcheviques »...
Le rôle des médias est d'assourdir cette bascule vers l'option fasciste, aussi progressive que la vague antisémite qui préparait le fascisme en Europe pendant la crise capitaliste des années trente.

Or tout le monde peut voir, malgré leurs mensonges, l'abomination d'un nouveau génocide, bien concret, en Palestine occupée, là où la pointe avancée de l'impérialisme occidental exécute un peuple avec les armes de l'UE et des USA. Ne l'oublions pas : l'indifférence ici, de la part d'un nombre encore trop grand de spectateurs, est aussi un symptôme de cette propagande qui déshumanise nos frères arabes, leurs enfants, leurs bébés.
Après des dizaines de milliers de morts à Gaza, **on sent la gêne de la fausse gauche** « non diabolisée » . Cependant elle récuse toujours le mot

islamophobie, au motif qu'on verserait dans le « communautarisme ».

Nous savons ce qui nous attend tous dans ce mouvement général de fascisation et de course à la guerre**. C'est bien la lutte contre l'islamophobie, et non sa négation, qui doit nous donner le cap aujourd'hui, dans notre lutte contre le fascisme montant.** Elle est une nécessité pour tous les travailleurs du public et du privé, musulmans ou non, français ou immigrés.

Camarades, il ne suffit pas d'être du bon côté de l'histoire, convaincus qu'on nous donnera un jour raison. **C'est aujourd'hui qu'il faut combattre le lourd et lent brise-glace du fascisme, piloté par Macron et ses pairs**, dont Bardella, Le Pen, Zemmour et d'autres, sont la proue sanglante ! **C'est aujourd'hui qu'il faut soutenir nos camarades ouvriers**, toujours à l'avant-garde, ceux qui bravent les menaces en affichant leur soutien à la résistance palestinienne, comme nos camarades poursuivis Timothée Esprit et Jean Paul Delescaut, ceux qui bloquent les armes envoyées aux bouchers sionistes par Macron et ses pairs, comme nos camarades des docks de Marseille !

Unité de notre classe ! Le fascisme ne passera pas !

FRANCE

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que son auteur. En l'état, l'URC n'a pas encore produit sa propre analyse sur le sujet. Gageons que ce texte apportera à chacun des éléments de réflexion.

EUTHANASIE : DES SOINS POUR LES RICHES, LA MORT POUR LES PAUVRES
L'OFFENSIVE LIBÉRALE CONTRE NOTRE CLASSE

DESSIN SUR LE SITE DU COLLECTIF TOUJOURS VIVANTS (AU CANADA)

L'habillage humaniste de la loi sur "l'aide à mourir" adoptée le 27 mai dernier ne doit pas nous berner. **Derrière les discours larmoyants sur la dignité se cache une réalité de classe brutale : dans un système capitaliste en crise, la bourgeoisie préfère "offrir" la mort aux prolétaires plutôt que de financer les soins qui leur permettraient de vivre dignement.**

Cette loi constitue un mensonge orchestré. On nous parle de "nouveau droit" alors que les personnes en fin de vie disposent déjà d'un arsenal juridique complet depuis 2016. La loi Claeys-Leonetti autorise la sédation profonde jusqu'au décès, garantit l'accès aux soins palliatifs et permet de mourir sans souffrance. Mais voilà : appliquer cette loi coûte cher. Elle nécessite des équipes formées, des structures adaptées, du temps médical. La bourgeoisie préfère donc l'ignorer et proposer une alternative moins coûteuse : la mort programmée.

Les chiffres de cette négligence criminelle parlent d'eux-mêmes. Deux tiers des patients nécessitant des soins palliatifs n'y ont pas accès. 21 départements ne disposent d'aucune unité spécialisée. Sur les 12 millions de Français souffrant de douleurs chroniques, 70% ne reçoivent pas de traitement adapté. 30% des centres de traitement de la douleur risquent de fermer.

La vérité que dissimule soigneusement la propagande pro-euthanasie est pourtant simple : les personnes correctement soignées et accompagnées ne formulent que très rarement des demandes de mort anticipée. Lorsqu'elles bénéficient d'un accompagnement adapté et d'un soulagement efficace de leurs souffrances, l'immense majorité des patients renonce à ses velléités suicidaires.

Cette loi vise directement les plus vulnérables de notre classe. Avec des critères parmi les plus larges au monde, elle concerne les personnes handicapées, les malades chroniques, même ceux qui peuvent vivre encore des décennies. Les personnes tétraplégiques, paraplégiques, atteintes de sclérose en plaques ou de diabète deviennent éligibles au suicide d'État dès lors qu'elles souffrent et que leur état est jugé "irréversible". Le texte n'exclut ni les personnes présentant des troubles psychiatriques ni celles sous protection juridique (tutelle ou curatelle).

(suite p. ... =>)

[suite de la p. ...]

L'expérience canadienne nous montre l'avenir qui nous attend. Depuis l'extension de leur dispositif d'euthanasie aux personnes handicapées en 2021, les dérives se multiplient. Un homme souffrant de douleurs chroniques s'est vu accorder l'euthanasie après avoir perdu son logement, son revenu ne lui permettant pas de se reloger. **Il ne voulait pas mourir, mais l'absence de solution concrète l'y a conduit.** Des soignants suggèrent activement le suicide assisté comme "la meilleure option" à des patients qui s'y opposent.

Le comble du cynisme réside dans le **"délit d'entrave"** qui condamne toute tentative de dissuasion du recours au suicide assisté. On légalise l'incitation à mourir tout en interdisant l'incitation à vivre. Cette acceptation sociale du suicide des personnes handicapées révèle le mépris de classe et le validisme* : leurs vies sont jugées moins dignes d'être préservées.

La militante antivalidiste Liz Carr, réalisatrice du documentaire de la BBC "Better Off Dead?" (disponible sur YouTube), en manifestation contre la légalisation du suicide assisté au Royaume-Uni

Cette loi ne répond à aucune demande des principaux concernés. Aucune organisation progressiste de défense des droits des personnes handicapées ne la soutient. Elle suscite au contraire une vaste opposition des militants antivalidistes à travers le monde. L'empressement des bourgeoisies néolibérales à promulguer ces lois, alors même qu'elles détruisent méthodiquement notre système de santé, doit être comprise pour ce qu'elle est : **faire encore des économies sur le dos des pauvres, tout en institutionnalisant l'idée que certaines vies sont indignes d'être vécues.**

Les communistes et les progressistes doivent dénoncer cette offensive de classe déguisée en progrès humaniste. **Nous affirmons que toute vie humaine a une valeur intrinsèque et qu'il n'y a pas de "vie indigne", seulement une société qui maintient certaines vies dans l'indignité. Notre combat doit porter simultanément sur l'opposition ferme à cette loi eugéniste et la défense d'un système de soins public, gratuit et accessible.**

La bourgeoisie nous propose de "mourir dignement" plutôt que de nous permettre de vivre dignement. À nous de refuser ce faux choix et de construire les rapports de force pour imposer une société où chacun peut mener une vie digne jusqu'à son terme naturel !

Léo

* Le validisme désigne l'ensemble des discriminations et exclusions qui privent les personnes handicapées de l'égalité des droits et de la pleine participation à la vie sociale.

RÉINDUSTRIALISATION ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MILITAIRE : QUELQUES MISES AU POINT

Nouvelle usine d'armement de l'entreprise Forges de Tarbes, Hautes Pyrénées

➔ **300 000 emplois supprimés** ou en voie de l'être en 2024 et 2025, selon la CGT, principalement dans l'industrie, le bâtiment et la grande distribution, menaçant l'existence même, en France, de filières stratégiques entières, telles que la sidérurgie ou les industries automobile et pharmaceutique. Les services publics ne sont pas en reste : **3000 suppressions de postes de fonctionnaires** selon le plan Bayrou, sans compter les effets sur l'emploi de la baisse des financements des administrations publiques mais aussi, par ricochet, du secteur associatif et de la culture.

➔ **Ces annonces du gouvernement et du patronat pour brutales qu'elles sont, s'inscrivent dans la continuité de la réponse bourgeoise à la crise du capitalisme.** Depuis la crise des années 70, la bourgeoisie a tenté de la surmonter *via* la mise en place du « néolibéralisme » et les délocalisations. Ainsi, la structure de l'économie française a connu des transformations majeures. De moins de 50% en 1970, le secteur tertiaire est passé à 80% aujourd'hui, tandis que le nombre d'emplois dans l'industrie et l'agriculture a été divisé par deux.

La bourgeoisie financière française, en accord avec la bourgeoisie occidentale *via* l'UE, les « institutions internationales » (FMI, Banque mondiale, OMC) et leur bras armé l'OTAN, a donc fait **le choix d'exporter massivement ses capitaux dans les pays qu'elle dominait économiquement, pour bénéficier d'une main d'œuvre à bas coût**, ne conservant que les activités de services à « haute valeur ajoutée » et non-délocalisables.

Résultat ? **D'une économie industrialisée, la France est devenue une économie de services**, spécialisée dans le tourisme, les technologies de « pointe » et les services financiers, dans le cadre d'une division du travail de plus en plus polarisée et basée sur le pillage systématique des ressources et de la force de travail des pays dominés par l'impérialisme occidental. Progrès technologiques aidant, ce choix de la spécialisation a entraîné une augmentation sans précédent du taux de chômage et de sous-emploi parmi les travailleurs de France, augmentation devenue systémique, en même temps qu'elle a rendu les travailleurs de France totalement dépendants — pour survivre — de la perpétuation d'un ordre mondial fondé sur l'appauvrissement et la surexploitation des travailleurs du Sud global.

➔ Si la fuite massive de capitaux que connaît aujourd'hui la France — dans ce que nous pourrions appeler une « deuxième vague de désindustrialisation » — s'inscrit dans la continuité de ces 40 dernières années, **l'accélération est due à la crise de 2008**, qui n'en finit plus de durer.

Baisse des taux de profits des monopoles financiers, remise en cause de plus en plus organisée (*via* les BRICS mais pas seulement) de la domination des économies occidentales sur les pays du Sud : l'hégémonie de l'économie capitaliste impérialiste instaurée depuis la dissolution de l'URSS bat de l'aile.

Délocalisations, casse des droits sociaux, répression accrue des populations, escalade militaire, etc. : tous les moyens sont bons pour augmenter les taux de profit par une exploitation accrue de la force de travail et pour briser les résistances des travailleurs et l'exigence des pays anciennement dominés d'accéder à une indépendance réelle.

➔ Dans ce contexte de guerre sociale tous azimuts contre les travailleurs et de provocation belliciste contre les puissances « émergentes », les discours sur la réindustrialisation et l'emploi en France ont une place de choix. En effet, **outre la question de la dette, la question de l'emploi est l'argument principal de l'État et de la bourgeoisie pour faire accepter les attaques contre la classe des travailleurs**, attaques qu'il présente opportunément comme des « sacrifices » nécessaires pour que la France redevienne compétitive et se réindustrialise.

Or, **le discours sur l'investissement militaire et la « défense nationale »** est central dans ce dispositif. Bien qu'il s'appuie essentiellement sur la pseudo-menace russe, il s'agit peu ou prou de nous présenter le développement de l'industrie militaire comme le socle d'une réindustrialisation capable de créer des emplois de qualité et non-délocalisables (1). Et ce discours fait des émules jusque dans les rangs des principales organisations « progressistes » du pays. Ainsi, le PCF (2) et LFI (3) ne remettent pas en cause le développement de l'industrie militaire comme moteur de croissance et de réindustrialisation, bien qu'ils prônent leur « nationalisation » *via* un « pôle public de la défense ». Le cri de « victoire » de la direction de la CGT face à la reconversion vers la production d'acier militaire des Fonderies de Bretagne menacées de fermeture, le confirme.

➔ **Cela est révélateur de l'ampleur de la crise des organisations progressistes en France** et de leur incapacité à penser une « sortie de crise » en dehors du cadre du Capitalisme-impérialisme, ni même de comprendre la nature du Capitalisme et de la manière dont il dévoie l'objectif même du travail et de la production humaine. Car **pourquoi travaillons-nous, pourquoi produisons-nous ?** Nul besoin de s'en référer à Marx pour affirmer l'évidence : les hommes produisent pour assurer leur survie matérielle et leur reproduction en tant qu'espèce. Mais le capitalisme renverse cette équation et transforme une nécessité anthropologique liée aux besoins matériels des hommes en support d'enrichissement perpétuel de la bourgeoisie. Individuellement, pour le travailleur, le travail reste un moyen de vivre (c'est bien pour pouvoir manger, se loger, se soigner, que les travailleurs acceptent un « emploi ») mais, à l'échelle globale, la production n'est plus que le vecteur de l'accumulation du Capital entre les mains de la bourgeoisie.

Or, accepter de faire de l'industrie militaire le moyen de créer des emplois est l'exemple parfait de ce retournement et de la duplicité ou de l'inconscience des organisations qui prétendent défendre les travailleurs. C'est justifier la production d'engins de mort destinés à tuer, exploiter, écraser la majorité des travailleurs pour assurer la survie matérielle de quelques dizaines de milliers voire seulement quelques milliers d'entre eux.

C'est pourquoi il est urgent de repenser les bases mêmes du travail humain et de construire, en France et en coordination avec les travailleurs du monde entier, un véritable mouvement ouvrier dont les axes fondamentaux sont la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et la guerre, et dont l'horizon est une organisation de la production qui lui redonne sa vocation première : assurer la vie et non la mort. Ce que nous appelons le communisme.

C'est ce à quoi, à l'URC, nous souhaitons contribuer.

(1) Voir, par exemple, les communications du Ministère des armées : https://www.defense.gouv.fr/actualites/defense-levier-strategique-leconomie-francaise

(2) https://www.pcf.fr/pour_construction_pole_public_industries_de_defense

(3) https://programme.lafranceinsoumise.fr/livrets/defense/#elementor-toc__heading-anchor-9

RÉFLEXION - « CONSTRUIRE L'ORGANISATION »

Le monde part à la dérive. La pauvreté augmente, la guerre devient le quotidien d'un nombre croissant d'individus et de peuples, un génocide est commis au vu et au su de l'ensemble de la planète. Partout dans le monde, la guerre et l'austérité nous sont présentées comme la seule solution à une crise générée par le capitalisme lui-même, la barbarie généralisée comme seul espoir de salut.

En France, Macron annonce une nouvelle augmentation du budget militaire de 3,5 milliards d'euros en 2026 et de 3 **milliards d'euros** en 2027, pour atteindre, à terme, les 3,5% du PIB promis à l'OTAN, sous pression des USA. **Bayrou annonce un plan d'austérité de 43,8 milliards d'euros pour l'année 2026,** attaquant une fois de plus les Services publics, la Sécurité sociale et les droits des travailleurs, soit l'ensemble des garde-fous contre la misère que des générations de travailleurs avaient arrachés au Capital.
Pendant ce temps, **l'entité sioniste continue d'affamer les Palestiniens** avec la complicité des impérialismes occidentaux, l'UE continue d'armer l'armée rwandaise pour piller le Congo à sa place, etc. La liste des morts s'allonge chaque jour davantage.

Un monde à la dérive, donc, où les pauvres s'appauvrissent et les riches s'enrichissent. Où en Palestine, au Congo et dans tant d'autres pays, des enfants meurent chaque jour pour des histoires de gros sous, de pillages, de profits. Où ceux qui n'ont pas eu la chance de naître bourgeois et « blancs » reçoivent chaque jour de nouveaux coups, si rudes qu'ils prennent parfois la forme et la couleur de la fatalité, d'une force extérieure contre laquelle il serait inutile de lutter : le Capital.

Pourtant, dans les interstices du chaos, il y a des victoires, en France comme partout dans le monde : la libération de Georges Abdallah, une grève contre la fermeture de site réussie à l'Énergie Paris, des mouvements populaires qui chassent les armées françaises en Afrique, des grèves massives en Inde, etc. **Partout, la lutte paie** malgré les détours, les souffrances, les erreurs, les revers, les impatiences et les moments de désespoir.
Mais si la victoire est possible, la bataille est rude et doit être menée avec intelligence, méthode et détermination.

Le capitalisme, comme système global, nous enserre de toutes parts, jusqu'à altérer nos consciences elles-mêmes, nos croyances, nos actes quotidiens. *« Les idées de la classe dominantes sont les idées dominantes »,* écrivaient Marx et Engels dans *L'Idéologie allemande*. Le racisme sous toutes ses formes, la concurrence généralisée entre les travailleurs, le "chacun pour soi" traversent notre classe.
Détruire le capitalisme suppose donc d'abord de le comprendre dans toutes ses dimensions et, à partir de cette compréhension, d'élaborer une stratégie de lutte efficace.

Pour construire une autre forme d'organisation de la production et des relations sociales, fondée non plus sur la recherche du profit individuel maximal mais sur la conviction qu'intérêt individuel et intérêt général sont, dans un monde interconnecté, les deux faces d'une même médaille.

Ce travail de recherche des causes et d'invention d'une méthode de lutte, des générations l'ont fait avant nous, nous laissant un héritage dont nous devons nous emparer, en l'actualisant, en le complétant, pour le rendre opérationnel aujourd'hui. Marx, Engels, et tant d'autres après eux, en mettant en lumière les causes de la misère des travailleurs, ont dégagé les pistes pour la faire disparaître. **Propriété sociale des moyens de production**, c'est-à-dire la possibilité, pour les producteurs eux-mêmes de décider collectivement de ce qui est produit, pourquoi, comment et pour qui. Une forme de propriété collective indispensable afin de **redonner à la production et au travail leur vocation première : répondre aux besoins matériels de l'ensemble des hommes et des femmes qui peuplent la planète**. Besoins dont la Paix fait partie. Car on ne construit rien sous les bombes, on meurt.

Mais cela suppose d'en finir avec le mythe d'un retour en arrière, qu'il prenne la forme d'une juxtaposition de producteurs individuels ou d'une fédération de communautés productives autonomes les unes des autres. Dans un monde où la division du travail est si grande, où une telle quantité de gestes sont nécessaires pour produire le moindre stylo bille, seule une planification de la production à une échelle suffisante pourra nourrir, loger, soigner, éduquer, etc. l'ensemble des travailleurs.

Comment faire ? Comment mettre tout le monde d'accord ? **Par l'organisation**. En permettant aux travailleurs d'œuvrer collectivement à la réalisation d'un objectif lui-même collectivement déterminé, où chacun devient protagoniste de l'action collective et pèse d'un même poids dans la prise de décision et dans la réalisation de cette décision. Et ce, dans tous les domaines de nos existences (entreprises, lieux de vie, etc.) et à toutes les échelles (quartier, ville, pays).

Dans un monde où le Capital nous divise, l'organisation est un apprentissage, un travail quotidien. Mais c'est la condition sine qua non pour dépasser les obstacles à la prise de pouvoir sur les moyens de production, notamment :

- le monopole de la force armée dont dispose la bourgeoisie, via son contrôle des appareils d'État,
- le travail idéologique de division de la classe ouvrière,
- l'inégalité de fait d'accès à l'éducation et au savoir qui structure le pouvoir de la bourgeoisie,
- la dissémination, dans la conscience des travailleurs, d'une morale bourgeoise fondée sur la concurrence généralisée, la loi du plus fort et le primat du « moi » sur le collectif.

Autant d'obstacles à la réalisation de la révolution mais aussi à notre capacité, après celle-ci, à construire le communisme.

La nécessité de l'organisation des travailleurs doit donc se matérialiser par un outil. Cet outil, la tradition marxiste le nomme « le Parti ». Lieu d'élaboration d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaire, espace d'organisation concret de notre classe. Il est aussi un espace de formation idéologique, pratique et scientifique, un lieu d'invention et d'expérimentation, par la pratique elle-même, d'un nouveau système éthico-politique (selon la terminologie de Gramsci) dans lequel s'élabore cette nouvelle conscience communiste, dont nous avons impérativement besoin fondée sur la solidarité et l'intérêt collectif.

Force est de constater qu'en France, cette tâche de reconstruction d'un Parti communiste reste encore largement à mener, et c'est bien ce à quoi s'attelle l'URC parmi tant d'autres besognes. La tâche est immense mais nous la mènerons à bien, car c'est le sens de l'histoire et une nécessité pour notre classe.

Illustrations : Gran OM & Company (Mexique)

URC EN RÉGIONS / ÉCHOS DES LUTTES

AG URC Nord : un vent nouveau souffle sur nos luttes

Le 2 juillet, l'Assemblée générale de l'URC Nord s'est tenue dans une ambiance à la fois combative, réflexive, dans un climat très convivial et fraternel. L'arrivée de nouvelles et nouveaux camarades, en particulier de jeunes récemment engagés, insuffle une énergie précieuse à notre organisation. Elle confirme la justesse de nos orientations politiques et la pertinence de notre démarche de reconstruction communiste, dont la fusion réalisée en novembre dernier a constitué une étape stratégique majeure.

Après une heure d'échanges politiques riches, nous avons poursuivi la soirée autour d'un barbecue fraternel. Fidèles à nos racines nordistes, la bière était aussi au rendez-vous. Une soirée chaleureuse et déterminée, à l'image de notre collectif : ancrée, dynamique, et résolument tournée vers les combats à venir.

Lutte dans la distribution électrique

Les choix politiques du distributeur d'énergie électrique parisien ENEDIS, dirigé par son actionnaire principal EDF, sont tournés vers les dividendes. L'investissement dans le réseau n'est pas réalisé et les coupures de courant s'intensifient à chaque période de chaleur. Les travailleur·euses de la distribution sont alors sur le terrain 24h/24h pour résoudre les problèmes générés.

Or, cette année, la direction a décidé de s'attaquer à leur accord d'astreinte qui leur permet de se loger à proximité de leur lieu d'intervention. Résultat : une grève importante en réponse qui a généré des coupures comprenant les sites de l'Assemblée nationale, de la Préfecture de Paris ou encore les Galeries Lafayette. La direction a très vite cédé.

Il s'agit d'une victoire importante pour les agent·es du service public. Prochain RDV de lutte en septembre, pour la conquête d'une grille salariale indexée sur l'inflation.

Tous au ministère de l'Économie le 10 septembre pour soutenir Timothée Esprit !

Deux licenciements coup sur coup. C'est ce que vient de subir notre camarade Timothée Esprit, membre du secrétariat de la FNIC-CGT, licencié une seconde fois par la direction de l'usine Toray, juste après avoir été réintégré sur décision du tribunal administratif. Le motif ? Son « soutien à des activités terroristes », c'est-à-dire son soutien au peuple palestinien, qui aurait « effrayé » des clients de l'entreprise. Un exemple de plus de la complicité des grandes entreprises et de l'État français avec l'entité génocidaire israélienne. Mais surtout du lien étroit entre la guerre généralisée que nous impose le Capital financier international pour sauvegarder son système en pleine crise structurelle et les attaques continues contre l'ensemble des travailleurs, partout sur la planète, comme les deux faces d'une même médaille. Car c'est avant tout pour sa combativité et son engagement au sein de la FNIC CGT que la direction de Toray cherche à briser notre camarade. Mais nous ne la laisserons pas faire. **Face à la répression de ceux qui luttent, faisons bloc : tous à Bercy le 10 septembre !**

Nous serons présents sur plusieurs stands dont celui des **Internationalistes pour la Paix** au **Village du monde**.

Au programme : des **débats**, de la **musique**, des **repas indonésiens** et un **bar du monde** : Afrique, Amérique du Sud, Asie, Europe.

Et puis **Carte Blanche** à :
ROLAND DIAGNE, SAÏD BOUAMAMA, CHARLES HOAREAU, GEORGES IBRAHIM ABDALLAH, MERIEM LARIBI, VIKTOR DEDAJ, TIMOTHÉE ESPRIT, 1336, LES PAMAR, LES EMMAÜS, LES CHÔMEURS EN LUTTE, LES SALARIÉS DE L'ÉNERGIE...

LES DÉBATS [Sous réserve de modifications]

Vendredi 18h : *"Paupérisation, fascisation, guerres : nous ne nous laisserons pas faire !"*

Samedi 10h30 : *"En Afrique, la mobilisation contre l'impérialisme français se poursuit"* avec la DUP - Dynamique Unitaire Panafricaine

Samedi 16h30 : *"De Bandung 1955 à aujourd'hui: où en est la résistance anti-impérialiste et communiste en Asie ?"* avec Solidarité Indonésie, Comité de Soutien à la Révolution Philippine

Dimanche 10h30 : *"L'urgence du communisme et la nécessité de l'organisation"*

La Base 217 (91), Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge
12-13-14 septembre 2025

EXPLOSION DU MJCF : LES JEUNES COMMUNISTES ŒUVRENT À LA RECONSTRUCTION

Depuis deux mois, le Mouvement des Jeunes Communistes de France, organe de jeunesse du PCF, subit une vague de départs sans précédent. Ces départs sont motivés par une série d'incidents, d'attaques racistes, de purges politiques et de mise sous silence des revendications politiques des fédérations portant, jusque-là en interne, une ligne révolutionnaire, marxiste-léniniste. Au total, ce sont cinq fédérations de tailles diverses qui ont quitté le MJCF : les Hauts-de-Seine, la Meurthe et Moselle, le Nord, la Loire et la Marne. Le 26 juillet, un communiqué signé de ces fédérations ainsi que de deux autres déjà séparées du MJCF depuis plusieurs années (les Bouches-du-Rhône et les Alpes Maritimes), annonçait ainsi le début d'un processus d'unification et de construction d'une organisation nationale.

S'il est encore très tôt pour dresser un bilan de ces départs qui continuent de se multiplier, ils dessinent clairement les aspirations de la jeunesse travailleuse. Ce sont certaines des fédérations les plus dynamiques et implantées au sein des masses qui actent l'impossibilité de transformer les structures du MJCF/PCF, définitivement empêtrées dans le révisionnisme. Les points de rupture exposés par ces JC sont également éloquents : soutien inconditionnel à la résistance palestinienne, rejet de la social-démocratie, lutte contre la division de notre classe par le racisme, centralité de la doctrine marxiste-léniniste, retour aux fondamentaux révolutionnaires. Dans leur communiqué de départ, les Jeunes Communistes du Nord présentent la tâche immédiate des communistes ainsi : *"Liquider la précédente période et s'engager dans la construction d'un organe nouveau"*. Il reste à espérer que l'urgence de la reconstruction communiste et ses implications pratiques sauront être pleinement saisies par le plus grand nombre de jeunes communistes.

ACCORD UNION EUROPÉENNE-USA : SOUMISSION ABSOLUE OU INTÉRÊTS BIEN COMPRIS ?

Le 27 juillet 2025, Ursula Van der Leyen signait au nom de l'UE un accord commercial avec les USA de Trump. Résultat ? Droits de douane portés à 15% contre une moyenne de 3,5% auparavant et engagement d'importer 750 milliards de dollars d'énergies fossiles et d'investir 600 milliards dans l'économie américaine dans les années qui viennent. Seuls quelques secteurs sont épargnés, comme l'aéronautique ou encore les semi-conducteurs.

Le mot « accord » pour désigner le résultat de ces « négociations » est un grand mot : en réalité, c'est bien le résultat de l'imposition brutale de la doctrine trumpienne de l'« American first ». Aucune contrepartie n'est imposée et peu importent les gesticulations de forme de la classe politique française au pouvoir : il s'agit peu ou prou d'une capitulation totale qu'il est trop facile d'imputer uniquement à la faiblesse de nos dirigeants. C'est un choix voulu de la bourgeoisie financière européenne.

En effet, depuis des mois, les multinationales « européennes » multiplient les annonces : face au prix de l'énergie en Europe et aux annonces de Trump, elles envisagent de délocaliser leurs activités aux USA. Ainsi, TotalEnergie investit massivement dans le GNL et ses capitaux propres sont aujourd'hui majoritairement états-uniens, Sanofi va investir 20 milliards de dollars aux USA, etc. Dès lors, le constat est clair : **la signature de cet accord est à la fois une marque de faiblesse de l'UE et une trahison de sa part pour contenter les choix d'une bourgeoisie financière européenne dont les intérêts sont étroitement liés au maintien de la domination états-unienne sur le reste du monde.**

MIGRANTS VÉNÉZUÉLIENS : LE BUSINESS INTERNATIONAL DE « LA SÉCURITÉ MIGRATOIRE »

Paris, le 12 juillet 2025

Deux cent cinquante-deux : c'était le nombre de migrants vénézuéliens emprisonnés au Salvador, dans le CECOT (Centre de Confinement du Terrorisme). Leur crime ? Avoir migré aux USA. Dans le cadre de sa « lutte contre l'immigration illégale », l'administration Trump a réactivé l'« *Alien Enemies Act* », une loi archaïque de 1798 permettant au président des États-Unis d'ordonner l'arrestation et l'expulsion de personnes ayant des liens avec « *une nation ou un gouvernement hostile* ». Tortures physiques et psychologiques, refus d'un droit à la défense, ces migrants ont subi pendant plus de 100 jours des violations répétées de leurs droits humains, dans cette prison de haute sécurité salvadorienne, connue pour ses conditions de détention inhumaines.

Si la mobilisation internationale de soutien à ces migrants vénézuéliens a permis leur libération, nous devons nommer cet événement pour ce qu'il est : la sous-traitance à des pays tiers de la détention et la gestion des migrants « illégaux » et la création d'un vaste business international de la « sécurité migratoire ». Le fait n'est pas tout à fait nouveau, comme en témoignent les accords entre l'Italie et l'Albanie et entre la Grande-Bretagne et le Rwanda signés en 2024. Mais il se généralise. Ainsi, les USA viennent de signer des accords de ce type avec le Costa Rica, le Guatemala ou encore le Panama et seraient sur le point d'en signer avec de nombreux autres pays dans le monde. Qu'ils soient dirigés par des alliés des puissances occidentales, comme le dictateur Nayib Bukele au Salvador, ou contraints d'une manière ou d'une autre (dans cette période de crise économique et de guerre commerciale généralisée), ces pays sont sur le point de se transformer *de facto* en prisons géantes au service des politiques migratoires et des intérêts des grandes puissances, USA et UE en tête.

GEORGES ABDALLAH EST LIBRE !

NOUS AVONS FORCÉ LA JUSTICE BOURGEOISE À SE RENDRE

Notre président d'honneur est libre !

Le 17 juillet dernier a marqué au fer rouge l'histoire de la lutte anti-impérialiste dans notre pays : après 41 ans d'emprisonnement, après 41 ans d'une résistance héroïque, l'État Français a été contraint d'accorder la liberté à Georges Abdallah.

Cette libération, **c'est la victoire de notre camarade Georges Abdallah** et de sa résistance inébranlable : ne pas plier, ni se renier contre l'État français durant toutes ces années de combat.

C'est aussi une victoire pour l'héroïque résistance palestinienne qui, à chaque instant, affronte comme depuis la création d'Israël ses crimes génocidaires et sa vocation à coloniser totalement la Palestine.

Cette libération, **c'est aussi la victoire de la mobilisation toujours plus forte de toutes les forces révolutionnaires, anti-impérialistes et démocrates** qui, à travers des milliers d'actions, de rassemblements et de manifestations, depuis des années, ont créé le rapport de force qui a fait plier l'ordre impérialiste.

La libération de Georges Abdallah est une victoire politique majeure qui confirme que seule la lutte paie ! Elle nous encourage plus que jamais à poursuivre sans relâche notre soutien à la lutte du peuple palestinien, car, alors que Georges Abdallah a rejoint le Liban, Gaza connait toujours la famine et les massacres quotidiens. Soutenu par les états impérialistes, Israël poursuit son plan génocidaire.

Stop au génocide, brisons le blocus, halte à la famine à Gaza !

Plus que jamais, nous devons faire entendre notre soutien inconditionnel à la cause palestinienne et à sa libération du joug du colonialisme sioniste.

> ***« Les diverses initiatives solidaires que vous avez développées dans cette campagne internationale apportent un cinglant démenti à ceux et à celles qui misaient sur l'essoufflement de votre mobilisation »***
>
> (Georges Abdallah)

Comme toujours, Georges Abdallah, tes camarades seront là avec toi pour la Palestine, jusqu'à la victoire !

De la rivière à la mer,
la Palestine sera libre.

PALESTINE

FACE AU SIONISME, CETTE IDÉOLOGIE RACISTE, IMPÉRIALISTE ET FASCISTE, UNE SEULE VOIE : LA RÉSISTANCE

Depuis la naissance du sionisme, courant politique bourgeois et colonial né à la fin du 19ème siècle, le peuple palestinien résiste au nettoyage ethnique de sa terre et à l'effacement de son histoire. À la suite de la Conférence de San Remo, la Société des Nations (ancêtre de l'ONU), en bonne organisation impérialiste, attribue la Palestine à l'Empire britannique, dans le cadre du « partage »/pillage de régions au Moyen-Orient, de champs pétroliers entre autres.
Les peuples colonisés de la Palestine, du Liban, de la Syrie, de l'Irak… toujours en proie aujourd'hui aux vautours impérialistes occidentaux, ne cesseront jamais de lutter pour leur indépendance.

Depuis près de 22 mois, **un génocide est filmé en direct** par les victimes palestiniennes elles-mêmes. Alors que les dirigeants du monde libre ont fait marteler à des générations d'enfants « Plus jamais ça », le monde regarde, la jeunesse regarde, horrifiée, les déportations massives, les Oradour-sur-Glane par centaines, images insoutenables, crimes contre l'Humanité commis en toute impunité. **Depuis le 7 octobre 2023** et l'opération palestinienne « Déluge d'Al Aqsa », **une partie du monde s'est réveillée.**

Bien avant la proclamation unilatérale de l'État d'Israël, le 15 mai 1948, par le suprématiste Ben Gourion, le peuple palestinien a fait face aux milices sionistes (Irgoun, Stern, Lehi, Haganah, Palmach…), groupes paramilitaires formés par des colons venus d'Europe. Semant la terreur, persécutant la population, assassinant et commettant des attentats dans les gares, marchés, villages, ports, lors de mariages etc., ces terroristes formeront la future armée israélienne, armée coloniale fasciste, dont les petits-enfants commettent aujourd'hui un génocide à Gaza, comme hier leurs arrière-grands-parents à Deir Yassin, Tantura, Najd…
Depuis 1947, le peuple palestinien résiste à une nakba continue, à une machine de guerre, tête de pont de l'impérialisme occidental, colonie de peuplement illégitime et illégale.

Dans l'enfer de Gaza assiégée, 2 millions d'êtres humains affamés survivent et résistent toujours dans ce camp de concentration, devenu camp d'extermination. **Cimetière à ciel ouvert**, où quotidiennement des êtres humains sont ciblés par des soldats ou des colons qui commettent ce que la colonisation a produit de pire, brûlant les enfants, les femmes, les hommes, les torturant, les affamant et les assoiffant jusqu'à la mort. Gaza, où **"les corridors humanitaires" sont devenus des zones de tueries**, où l'aide humanitaire tombe du ciel comme des bombes, une "aide humanitaire" utilisée pour mieux contrôler et toujours dominer, une aide humanitaire qui fait aussi partie du système colonial et d'occupation. Personne, aujourd'hui, même celles et ceux qui détournent la tête, ne pourra jamais dire : « je ne savais pas ».

> *« Ce à quoi nous assistons est un carnage.*
> *Le simple fait de vouloir survivre est devenu une condamnation à mort »*
> (Jonathan Whittall, chef du bureau humanitaire de l'ONU pour la bande

En Cisjordanie également, malgré la multiplication de raids israéliens dans les camps de réfugiés, et la déportation de populations entières comme à **Jénine** dans l'objectif de l'annexion totale, le peuple palestinien ne se soumet pas, s'organise et résiste héroïquement, sans armée, sans État, face à l'armée sioniste, financée par les États-Unis d'Amérique, l'UE et de l'OTAN.
Le soutien de l'Occident est total. En France, il se traduit par une **collaboration tous azimuts avec l'État terroriste israélien**, collaboration politique, policière, militaire (Thalès, Safran…), financière (BNP Paribas, Crédit Agricole…), économique (Carrefour, Teva, SFR, Optical Center…), culturelle, sportive, universitaire.

PALESTINE

Paris, 14 juin 2025

Pour contrer ce soutien des impérialistes, **nous devons soutenir la campagne populaire de BDS**, le boycott total d'Israël (Le mouvement mondial BDS a été initié en 2005 par plus de 172 organisations palestiniennes).

De même, **les travailleurs et leurs organisations syndicales peuvent jouer un rôle essentiel** pour faire capoter la collaboration de la France et décréter l'embargo sur les armes en direction d'Israël.

Ainsi, les dockers de la CGT Ports et Docks ont refusé de charger à Fos-sur-Mer des containers de matériel militaire pour Israël. Les douaniers du SNAD-CGT, suivis par la CGT 93 et CGT Roissy, Sud Aérien et FO Air France ont refusé également de charger, sécuriser ou manipuler toute cargaison militaire pour Israël.

La lutte de libération du peuple palestinien dure depuis plus de 4 générations.

Malgré plus d'un siècle de dépossession, malgré le génocide et le projet d'occupation total de Gaza, la Résistance palestinienne continue et les Gazaouis restent sur leur terre. Comme nous l'a montré l'histoire, cette occupation coloniale ne peut cependant perdurer éternellement : L'Algérie a vaincu après 132 ans de colonisation française, 132 ans de vols, de pillages, de tortures, de massacres, de viols, le Vietnam a vaincu la première puissance impérialiste mondiale et le peuple d'Afrique du Sud a vaincu l'apartheid.

La victoire du peuple palestinien passera par l'application de ses droits nationaux à l'auto-détermination. La libération du peuple palestinien signera la fin de l'État sioniste, la fin de l'occupation, de la colonisation, la fin du blocus de Gaza, la libération de tous les prisonniers et le retour de tous les réfugiés dans leurs foyers et sur leur terre d'origine.

Justice, liberté et paix pour le peuple palestinien !

Macadam rétro

Dans le rétroviseur ces milliers de pas.
Qui piétinent le macadam.
Avec ce vague à l'âme.
De savoir qu'au bout du Vieux-Port il y a la mer.
Qu'au bout de la mer il y a l'horreur d'un génocide.
Plaie d'un capitalisme qui n'est que barbarie.
Mais il y a aussi ces milliers de voix.
Et les dockers qui refusent d'embarquer les armes de la mort.]
De notre humanité humiliée par nos ennemis de classe qui n'ont plus une once d'elle.]
Dans le rétroviseur ...
Milliers de pas qui piétinent le macadam,
avec ce vague à l'âme,
vague à l'âme où émane,
du macadam,
colère et soif de justice.
Macadam dans le rétroviseur, revêtement de la chaussée,
piétiné de guerre déclarée,
à la guerre pour la paix.
Que la braise souffle cœur.
Macadam dans le rétro.
Vague à l'âme dans le tempo.
Mélancolie d'une humanité déchirée.
Macadam le bien nommé,
d'où s'élèvent les poings levés.

LF

À VOIR / À LIRE

Il était une fois… Gaza avant le 7 octobre ("Once Upon a Time in Gaza")

Gaza 2007. Un jeune étudiant nommé Yahia se lie d'amitié avec Osama, un dealer charismatique au grand cœur. Ensemble, ils se lancent dans le trafic de drogue dans un restaurant de falafels, mais ils doivent faire face à un policier corrompu et à son ego surdimensionné…

Ce long métrage, sorti le 25 juin 2025, **est une plongée dans le quotidien de trois Gazaouis en 2007, au moment du blocus de la bande de Gaza imposé par Israël.** Il a été présenté à Cannes peu de temps avant la mort de la photojournaliste palestinienne Fatima Hassouna tuée par un missile de l'entité sioniste colonialiste.

Réalisé par Tarzan Nasser et Arab Nasser

Nous présentions dans notre dernier numéro une note de lecture sur le livre *Fuir l'histoire ?* du philosophe marxiste italien Domenico Losurdo. *Fuir le progrès ?*, essai sorti cette année, du biologiste marxiste Guillaume Suing, ne fait pas que lui rendre hommage ; il s'appuie sur son analyse pour évoquer des sujets actuels à propos desquels le marxisme occidental semble sur la défensive, en particulier en matière de sciences.

Pour Losurdo, l'antisoviétisme d'une partie du marxisme occidental des dernières décennies, reconverti à la faveur du postmodernisme américain en une autophobie propice à tous les opportunismes, s'oppose au marxisme des pays anti-impérialistes et socialistes du « Sud global », offensif et conquérant. C'est de ce dernier, et en particulier de l'expérience soviétique elle-même, qu'on tire pourtant la conviction que la science, loin d'être objet de défiance, est une arme de la lutte de classe. En orientant la recherche dans des objectifs de long terme, avec un financement public volontariste, le socialisme a été pionnier dans bien des domaines scientifiques et techniques. *Fuir le progrès ?* rappelle les innovations du camp socialiste en matière de biodiversité, d'agroécologie, de climatologie, et présente une approche de l'IA et des technosciences, sources d'angoisse, bien différente de la nôtre.

Cet essai nous réapprend donc à ne plus opposer progrès social et progrès scientifique. Il s'agit ici de ne pas se tromper d'ennemi : c'est la bourgeoisie qui nous menace (en retardant et en utilisant à son seul profit, sans souci des conséquences, le progrès scientifique), pas la science en tant que telle. Et pour résoudre les problématiques de demain, à commencer par le dérèglement climatique, il faudra plus de science et non moins, en remettant en cause notre tendance à la « biophobie ».

Guillaume SUING, *Fuir le progrès ?* (Éditions Delga, 2025, 20 €)

ISSN 2999-2095 - **CPPAP 0309P11455** - éditeur **Les amis de Rouge midi et de l'ANC** - dépôt légal à parution
Imprimerie CCI , 9 av. Paul Héroult, 13015 Marseille
Directeur de publication : Charles Hoareau - Rédacteur en chef : Jean Pénichon